

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 novembre 2021

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE
LOCALE - (N° 4406)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS120

présenté par

M. Aviragnet, Mme Biémouret, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, M. Jean-Louis Bricout, Mme Battistel, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, Mme El Aaraje, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, Mme Manin, M. Naillet, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier, Mme Victory et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 31, insérer l'article suivant:**

Le 2° de l'article L 1434-2 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ce schéma régional de santé s'assure que les aides versées aux maisons de santé et aux centres de santé notamment via le fonds d'intervention régional ont pour conséquence un développement cohérent de ces structures d'exercice sur le territoire, notamment avec les aides versées par les collectivités territoriales et leurs groupements au titre du I de l'article L. 1511-8 du code général des collectivités territoriales. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe « Socialistes et apparentés » vise à ce que les ARS, *via* le schéma régional de santé, veillent à la cohérence du développement des maisons de santé et des centres de santé sur le territoire.

En effet, nous observons que de nombreuses collectivités territoriales tentent de pallier le manque de professionnels de santé *via* l'investissement dans ce type de structures, au détriment parfois de la cohérence de leur implantation dans le territoire.

Cette « course » à l'investissement auxquelles participent les collectivités territoriales peut nuire à la cohérence globale de la carte d'implantation des maisons de santé et des centres de santé.

Face à cela, les ARS n'ont - en l'état du droit - pas d'obligation de moyens ni de résultats.

Il convient donc d'enrichir le schéma régional de santé de cette problématique et de confier à l'ARS le rôle de veiller à la répartition juste et efficace des maisons de santé et des centres de santé sur le territoire.

Tel est l'objet du présent amendement.